



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

1.700 milliards d'euros

Le trésor du fonds souverain norvégien déborde

Le plus gros fonds du monde a atteint le cap symbolique des 20.000 milliards de couronnes norvégiennes, soit 1.700 milliards d'euros. Sa valeur a doublé ...

Alimentation

Hausse des prix mondiaux en novembre, tirée par l'huile végétale

Les prix des denrées alimentaires dans le monde sont repartis à la hausse en novembre, atteignant leur plus haut ...



Festivités de fin d'année

L'Hôtel 2 février annonce les couleurs



Agriculture, infrastructures, tourisme...

Le Togo et le Pakistan explorent de nouvelles opportunités

• (Pages 03 & 05)

CEDEAO

Les ambassadeurs planchent sur la situation politique et sécuritaire

L'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) est confronté à divers défis ...

Patrimoine culturel du peuple Ewé

Kéré Architecture dévoile le projet d'un centre spirituel à Notsé

Un hommage au patrimoine culturel et spirituel Ewé. La ville historique de Notsé, au Togo, accueille un projet monumental signé par ...

Afrique

Bientôt une plateforme de titrisation synthétique

Le Groupe de la Banque africaine de développement, la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA) et des investisseurs ...

Gestion durable des océans

Renforcement des droits des communautés côtières

Le centre pour la justice environnementale Togo (CJE-TOGO), en partenariat avec la Health of Mother Earth Foundation (HOMEF), a organisé, le ...

FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000 FCFA~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Afrique de l'Ouest

Les ambassadeurs de la CEDEAO planchent sur la situation politique et sécuritaire

L'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) est confronté à divers défis de taille qui menacent sa sécurité et sa stabilité, tels que le terrorisme, les atteintes au processus démocratique par endroits, la situation des jeunes de même que les conséquences néfastes des conflits armés en Libye, au Soudan et en Ukraine.

• Wilson Lawson

C'est ce qui ressort de l'allocation en ligne du commissaire aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité de la Commission de la Cédéao, Dr. Abdel-Fatau Musah, le mardi 3 décembre 2024, à Abuja, au Nigeria, à l'ouverture de la 41ème session du Conseil de médiation et de sécurité de la Cédéao au niveau des ambassadeurs. Au nom du président de la Commission de la Cédéao, Dr Oumar Aliou Touray, Dr. Musah, a loué les efforts significatifs déployés par la communauté et les Etats membres pour assurer la prospérité pour tous, la paix et la stabilité régionales. Tout en reconnaissant que la Cédéao est à la croisée des chemins, il a évoqué la tenue d'élections pacifiques dans plusieurs de ses Etats, tels que le Liberia, le Togo, le Sénégal ; sans oublier de rappeler l'élection présidentielle et les législatives prévues au Ghana, le 7 décembre 2024. « Les processus électoraux positifs dans notre région sont des acquis que nous devons préserver », a-t-il suggéré. Sur un tout autre registre, il a plaidé pour qu'une attention bienveillante soit accordée aux jeunes ouest-africains. « Nous devons trouver des solutions aux problèmes des jeunes de l'espace communautaire ; faire en sorte qu'ils ne soient pas recrutés par les forces du mal », a noté Dr Musah. Il a exhorté les ambassadeurs des Etats membres de la Cédéao à formuler des recommandations constructives qui seront examinées au niveau ministériel. C'est également le leitmotif



de représentant permanent du Nigeria près la Cédéao, et, à la fois, président du Comité des représentants permanents et celui du Conseil de médiation et de sécurité au niveau des ambassadeurs, Musa Sani Nuhu. « Je vous invite à être ouverts et à débattre des questions qui seront soumises à notre attention, afin de faire des recommandations pertinentes à l'endroit de nos ministres », a-t-il déclaré.

De nombreux sujets abordés

De nombreux sujets sont inscrits à l'ordre du jour de cette 41ème session du conseil de médiation et de sécurité de la Cédéao au niveau des ambassadeurs. On peut citer, entre autres, les questions relatives à la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans la région ouest-africaine. La création des centres nationaux d'alerte précoce et de réponse tout comme celle d'un Tribunal spécial pour la Gambie, chargé de poursuivre les auteurs de violations flagrantes des droits

de l'Homme figurent aussi à l'agenda de la rencontre. Les ambassadeurs devront aussi suivre des présentations sur le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest (GIA-BA). Pour information, un point leur sera fait sur l'état d'avancement de la mise en place du Conseil économique, social et culturel de la Cédéao (ECOSOCC). Cette session aura également à examiner le projet d'ordre du jour et le programme de travail du 53ème Conseil de médiation et de sécurité au niveau ministériel. A noter que le Conseil de médiation et de sécurité de la Cédéao joue un rôle crucial dans la prévention et la résolution des conflits au niveau régional. Les sessions au niveau des ambassadeurs permettent de préparer les réunions ministérielles et de formuler des recommandations sur les politiques à adopter pour maintenir la paix et la stabilité dans l'espace communautaire.

AUX DECIDEURS ...

Compétitivité du secteur privé, levier de développement

Le samedi 7 décembre 2024, la Foire Internationale de Lomé s'est transformée en une vitrine d'innovation et de réussite pour le Programme de Compétitivité du Secteur Privé (ProComp) de la GIZ au Togo. À travers des témoignages édifiants et des échanges enrichissants, cette journée a exposé les fruits d'un partenariat entre la coopération internationale et le secteur privé togolais.

Dans un contexte où les petites et moyennes entreprises (PME) et les startups constituent l'épine dorsale de nombreuses économies africaines, le ProComp apporte une réponse concrète aux défis structurels qui freinent leur essor. Qu'il s'agisse de soutenir des entreprises agroalimentaires comme Yokoumi ou de promouvoir des pionniers du numérique tels qu'Umbaji, ce programme illustre une vision claire : faire de l'innovation, de la compétitivité et de la collaboration les piliers du développement économique.

Les interventions de Justin Bakoubolo, promoteur de la startup Umbaji, et de Delali Adedje, responsable de Yokoumi, ont souligné l'impact direct de l'accompagnement de la GIZ. Ces entreprises, grâce à un soutien technique, financier et stratégique, ont pu non seulement améliorer leurs performances, mais également se positionner sur des marchés internationaux. Ces succès incarnent une ambition partagée : transformer le potentiel latent du secteur privé togolais en moteur de création de richesse et d'emploi.

Mais au-delà des chiffres et des contrats signés, ces récits révèlent quelque chose de plus fondamental : le pouvoir de l'accompagnement ciblé. Dans un environnement souvent marqué par des contraintes d'accès au financement, des défis d'organisation interne ou encore des obstacles liés à la réglementation, des initiatives comme le ProComp redéfinissent les règles du jeu.

Le ProComp ne se limite pas à des succès isolés. Il agit sur les fondements mêmes de l'écosystème entrepreneurial en s'appuyant sur cinq champs d'action, allant de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement à la facilitation des investissements durables. Cette approche systémique favorise un dialogue public-privé essentiel pour bâtir un cadre juridique et administratif en phase avec les aspirations du secteur privé.

En soutenant l'opérationnalisation de l'Agence nationale de promotion des investissements (API-ZF) et en renforçant le réseautage entre PME locales et entreprises internationales, le programme projette le Togo sur la scène économique mondiale. Ce positionnement stratégique n'est pas seulement une opportunité pour les entreprises ; il est une condition sine qua non pour attirer des investissements, stimuler l'innovation et pérenniser la croissance économique.

Ce que cette journée consacrée au ProComp démontre, c'est qu'une coopération internationale bien pensée peut être un catalyseur de transformation durable. Loin de se limiter à un appui financier, elle favorise un transfert de savoir-faire, crée des ponts entre les acteurs locaux et internationaux, et participe à l'émergence d'un secteur privé plus résilient et compétitif.

Dans un monde en perpétuelle mutation, le Togo ne peut se permettre d'être spectateur. L'expérience du ProComp montre que l'audace d'investir dans les PME et startups locales, combinée à une gouvernance claire et un partenariat structurant, peut positionner le pays comme un hub régional de créativité et de dynamisme économique.

Le ProComp est bien plus qu'un programme, c'est une vision partagée du développement. Il appartient désormais aux parties prenantes, entreprises et décideurs, de la consolider et de l'amplifier pour que le secteur privé devienne un véritable levier de prospérité pour le Togo.

M.T

Image du jour

GIGA
Initiative for Gender and Inclusive Growth Africa

Appel à Candidatures

Discussions communautaires des jeunes sur le dialogue interreligieux et la cohésion sociale

DATE LIMITE : 30 DEC. 2024
Pour postuler scannez ici

<https://forms.gle/RmQkNkKhvnsNfjEE6>

Pour plus d'informations, contactez-nous sur le 93 82 33 99

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Festivités de fin d'année

L'Hôtel 2 février annonce les couleurs

L'Hôtel 2 Février a donné le coup d'envoi des festivités de fin d'année en dévoilant à Lomé, le samedi 7 décembre 2024, son traditionnel arbre de Noël lors d'une cérémonie chaleureuse et conviviale. Les enfants de l'orphelinat Divine Providence d'Aného étaient les invités d'honneur de ce rendez-vous annuel qui, une nouvelle fois illustre l'engagement social de cet établissement emblématique de la capitale togolaise.

• Joël Yanclo

Moment d'enchantement et de partage. L'ambiance festive et la magie de Noël étaient au rendez-vous dans le hall somptueux de l'hôtel 2 février ce samedi. Outre la présentation de l'arbre de Noël, des prestations culturelles émouvantes des enfants de l'orphelinat ont égayé l'assistance. Danse folklorique, poésies et moments de joie partagés ont marqué la célébration. À la fin de l'événement, les enfants ont reçu des cadeaux des mains du « Père Noël » ainsi qu'une enveloppe généreuse offerte par les responsables de l'hôtel. « Nous souhaitons, à travers cette initiative, non seulement lancer les festivités de fin d'année, mais également apporter un peu de joie et d'amour à des enfants qui en ont besoin » a déclaré Serge Messan, Directeur commercial et marketing de l'hôtel 2 février. A en croire sœur Victorine Agbo, directrice fondatrice de l'orphelinat Divine Providence, « cet arbre symbolise un arbre porteur de fruits, synonyme de bonheur et d'espoir pour tous les enfants du monde, notamment les plus démunis. »

Un engagement

devenu une tradition

Depuis quelques années, la présentation de l'arbre de Noël est un rendez-vous incontournable dans le calendrier de l'Hôtel 2 Février qui s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociale, alliant festivités et soutien à des causes nobles. En plus de cette initiative, l'hôtel a annoncé un programme riche pour cette période festive, avec notamment le réveillon de Noël le 24 décembre ; un brunch spécial Noël le 25 décembre ; un dîner de gala au champagne le 31 décembre,

avec la participation d'artistes de renom tels que le groupe Toofan, Dr Clems, et Jacques Logoh pour un défilé de mode exceptionnel.

Luxe et ouverture sociale

L'Hôtel 2 Février, bien que synonyme de luxe et de raffinement, démontre que la réussite économique peut s'accompagner d'un fort engagement social reflétant une approche inclusive, où les enfants vulnérables deviennent les protagonistes d'un moment de bonheur collectif. Dans un contexte où le

secteur hôtelier joue un rôle clé dans l'attractivité touristique et économique, l'hôtel capitalise également sur ces événements pour renforcer son image auprès du grand public et des partenaires.

Un joyau au cœur de Lomé

Situé à proximité de la place de l'Indépendance, l'Hôtel 2 Février est une icône de l'hôtellerie de luxe au Togo. Avec ses 102 mètres de hauteur, il demeure le plus haut immeuble du pays, incarnant un symbole de modernité et de prestige depuis son ouver-

ture en 1980. À travers des initiatives comme celle-ci, l'Hôtel 2 Février ne se contente pas de rayonner par son architecture ou son service. Il s'impose également comme un acteur actif du tissu social togolais, portant haut les valeurs de solidarité, de partage et de célébration. Les festivités ne font que commencer. Avec une programmation alléchante, l'Hôtel 2 Février invite tous les amoureux de Noël et de moments d'exception à vivre des expériences mémorables. Entre tradition et modernité, cet établissement

continue de faire rêver ses clients et de renforcer son rôle dans la communauté.

Hôtel 2 Février, moteur économique

Avec sa stature d'hôtel cinq étoiles, l'Hôtel 2 Février est non seulement un acteur touristique majeur, mais également un levier pour l'attractivité économique du Togo. Des événements prestigieux attirent des visiteurs internationaux, renforçant la place de Lomé comme un centre touristique et d'affaires en Afrique de l'Ouest. En intégrant des artistes, artisans et professionnels locaux dans ses festivités, l'hôtel participe au développement des compétences et au rayonnement des talents togolais. La qualité des services et des événements organisés par des établissements de luxe crée une image de stabilité et d'opportunités, incitant les investisseurs étrangers à considérer le Togo comme une destination viable. Au-delà des lumières de Noël, les festivités de fin d'année incarnent une opportunité économique qui, bien exploitée, peut soutenir la croissance économique locale et renforcer l'attractivité du Togo.



Suite à la page 5

Togo / patrimoine culturel du peuple Ewé

Kéré Architecture dévoile le projet d'un centre spirituel à Notsé

Un hommage au patrimoine culturel et spirituel Ewé. La ville historique de Notsé, au Togo, accueille un projet monumental signé par Kéré Architecture. Commandé par la Fondation Kothor, le Centre des Cultures et Spiritualités Ewés, dont la construction a débuté en octobre 2024, ambitionne de devenir un lieu emblématique dédié aux rites, traditions et spiritualité du peuple Ewé.

● Joël Yanclou

Le projet, première réalisation de l'architecte de renom Francis Kéré au Togo, s'étend sur un ensemble de bâtiments et d'infrastructures, allant de temples et sanctuaires à des espaces culturels modernes. Comme le révèle archdaily.com, le Centre s'organise autour du mur d'Agbogbo, une ruine sacrée ancrée dans l'histoire de l'exode du peuple Ewé, et du sanctuaire d'Agbogbodzi, dédié à leur divinité principale. Conçue dans une démarche respectueuse de l'histoire locale, l'architecture intègre une tour en spirale symbolisant la connexion spirituelle avec les ancêtres, ainsi que des bâtiments bas harmonieusement intégrés dans le paysage. Outre le sanctuaire et les temples, l'ensemble abrite un amphithéâtre à ciel ouvert, des salles d'exposi-



● Image © Kéré Architecture

tion éclairées naturellement, un auditorium, des restaurants, et une reconstitution de l'ancien palais royal du royaume Ewé. L'architecture mêle matériaux et motifs traditionnels avec des techniques modernes et durables, célébrant un dialogue entre le patrimoine et l'innovation.

Carrefour de la durabilité et de l'identité culturelle

La conception du centre met en avant des principes de durabilité, notamment à travers

des systèmes de ventilation naturelle, des patios végétalisés, et l'utilisation de matériaux locaux. La porte principale, inspirée du tabouret royal Ewé, symbolise le pouvoir et l'identité, tandis que les salles d'exposition dévoilent objets historiques et œuvres contemporaines pour préserver et transmettre l'héritage culturel. Pour Francis Kéré, ce projet va au-delà de l'architecture : « Ce centre démontrera comment l'architecture peut être un catalyseur pour les communautés afin de célébrer leurs cultures. » L'initiative de Notsé intègre une série de projets majeurs menés par Francis Kéré en Afrique de l'Ouest, notamment l'Assemblée nationale du Bénin, l'Institut Goethe à Dakar, et le mausolée de Thomas Sankara au Burkina Faso. Lauréat du prestigieux prix Pritzker en 2022 et du Praemium Imperiale en 2023, l'architecte burkinabé continue de démontrer que l'architecture peut conjuguer modernité et respect des racines culturelles.

Allier histoire et culture

Notsé, capitale historique des Ewé, est un lieu symbolique profondément lié à l'identité de ce peuple. Le mur d'Agbogbo, vestige central du projet, témoigne d'un passé marqué par les conflits et l'unité communautaire. Avec ce projet, la Fondation Kothor et Kéré Architecture offrent une plateforme pour réconcilier tradition et avenir, et pour consolider l'héritage spirituel et culturel des Ewé. Prévu pour s'achever en février 2026, ce centre incarne une renaissance culturelle et une vision architecturale audacieuse au service du patrimoine togolais et africain.

● Image © Kéré Architecture

Agriculture, infrastructures, tourisme...

Le Togo et le Pakistan explorent de nouvelles opportunités de partenariat

Le Togo et le Pakistan pourraient bientôt élargir leur collaboration à plusieurs domaines stratégiques.

Le sujet a été au cœur des échanges entre le bureau de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) et le Haut-Commissaire du Pakistan, Farhat Ayesha en fin de semaine écoulée à Lomé. Au cours des discussions, plusieurs thématiques prioritaires ont été abordées, notamment l'agriculture, les infrastructures, le tourisme et l'industrie textile. L'occasion pour Limazie Péyébinsso, commissaire en charge du secteur services, de présenter les projets phares que la CCI-Togo envisage de développer dans ces domaines au cours des prochaines années. Pour sa part, le diplomate a souligné les atouts de son pays dans les secteurs évoqués et réaffirmé l'engagement du

Pakistan à consolider ses relations économiques avec le Togo. L'entretien a également porté sur la facilitation des échanges commerciaux et la simplification des procédures consulaires entre les deux pays. Une convention entre les Chambres de Commerce et d'Industrie du Togo et du Pakistan est envisagée, avec en perspective

l'organisation de missions économiques bilatérales. Pour rappel, les relations entre le Togo et le Pakistan se sont renforcées ces dernières années dans le domaine de la médecine, où le Pakistan soutient l'École du Service de Santé des Armées (ESSAL) de Lomé en octroyant des bourses aux étudiants.

(Togo Officiel)



Assemblée nationale

Les commissions permanentes désormais installées

Les commissions permanentes de la nouvelle législature sont désormais opérationnelles. Les députés, réunis en session plénière jeudi 05 décembre à Lomé, ont procédé à leur ratification.

Piliers du fonctionnement de l'institution parlementaire, les commissions permanentes jouent un rôle essentiel dans le processus législatif et le contrôle de l'action du gouvernement. Elles ont en charge des thématiques particulières et ont notamment pour mission de préparer le débat législatif avant l'adoption des lois, et d'évaluer l'exécution de ces dernières. Chaque commission est composée d'un président, d'un vice, et de deux rapporteurs.

Détail des neuf commissions ratifiées

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale. Cette commission est compétente pour examiner les lois constitutionnelles, les lois organiques, les lois référendaires, les lois électorales, le droit administratif, l'organisation judiciaire, le droit civil, le droit commercial, le droit pénal, ainsi que les pétitions et territoriale de l'État. Elle est présidée par Tchitchao Tchallim.

Commission des Droits de l'Homme. Cette commission a pour mission la promotion et la protection de la démocratie, des droits de l'Homme, des libertés publiques, ainsi que l'équité de genre. Elle est présidée par Kossivi Wonyra.

Commission des finances et du développement éco-

nomique. Compétente en matière d'examen des lois de finances, de l'exécution du budget, de la monnaie et du crédit, cette commission s'occupe également de l'activité financière intérieure et extérieure, du contrôle financier des entreprises publiques, de la fiscalité, de l'énergie, des mines, de l'industrie, du tourisme et de l'économie numérique, entre autres. Elle est présidée par Mawussi Djossou Semonджи.

Commission agro-pastorale, de l'aménagement du territoire et du développement local. Cette commission traite des questions liées à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche, à l'urbanisme, à l'habitat, aux affaires foncières, ainsi qu'au développement local et aux infrastructures rurales. Elle est présidée par Esso-Wavana Ahmed Adayi.

Commission de l'éducation, de la communication et du développement socio-culturel. Ses compétences couvrent l'éducation nationale, la recherche scientifique, la communication, la jeunesse, le travail et l'emploi, la promotion culturelle, ainsi que la sécurité sociale et les retraites. Elle est présidée par Eké Kokou Hodin.

Commission des relations extérieures et de la coopération. Cette commission est chargée des relations internationales, de la coopération internationale, des traités et

accords internationaux, ainsi que de la protection des intérêts des Togolais à l'étranger. Elle est présidée par Kouméalo Anate.

Commission de la défense et de la sécurité. Elle est compétente pour examiner les projets et propositions de lois relatives à l'organisation de la défense et de la sécurité, au personnel civil et militaire des armées, à la gendarmerie, à la justice militaire, à la police, à l'intégrité territoriale, à la sécurité des personnes et des biens, aux politiques de coopération et d'assistance militaire. Elle est présidée par Aklesso Atcholi.

Commission de l'environnement et des changements climatiques. Compétente pour les questions relatives à l'environnement, cette commission se penche également sur la protection du littoral, la conservation des écosystèmes, la gestion des ressources forestières et la prévention des catastrophes. Elle est présidée par N'Ladon Nadjou.

Commission de la santé, de la population et de l'action sociale. Cette commission est chargée des questions de santé, de la famille, de la protection des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, ainsi que de la solidarité nationale et de l'aide sociale. Elle est présidée par Dametoti Kombate.

(Togo Officiel)

Suite de la page 3



Afrique

Bientôt une plateforme de titrisation synthétique d'origination multiple

Le Groupe de la Banque africaine de développement, la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA) et des investisseurs institutionnels clés, Academy Securities, Africa50 et Newmarket, ont signé, aujourd'hui, une lettre d'intention sur la mise en place d'une opération de titrisation synthétique d'origination multiple.



● Vivien Atakpabem

Lors de la cérémonie de signature a eu lieu lors des Journées transactionnelles (Market Days) 2024 de l'Africa Investment Forum, qui se sont déroulées du 4 au 6 décembre à Rabat, au Maroc. Cette initiative marque une étape importante dans la réalisation de la vision du Groupe de la Banque, incarnée par sa Stratégie décennale 2024-2033, qui met l'accent sur la mobilisation des capitaux privés et le dérisquage comme thèmes centraux pour remédier à la lenteur de la réalisation des Objectifs de développement durable. S'appuyant sur le succès de la première opération de titrisation synthétique d'un milliard de dollars réalisée par la Banque dans le cadre de son programme « Room to Run » en 2018, la plateforme de titrisation synthétique d'origination multiple est conçue comme un véhicule renouvelable et rotatif pour dérisquer les bilans des institutions de financement du développement opérant en Afrique, tout en offrant des retours sur investissement attrayants pour les opérateurs du secteur privé. La plateforme vise à proposer un portefeuille de référence combiné d'environ 1,5 à 2 milliards de dollars d'actifs diversifiés en termes de secteurs, de zones géographiques et de profils de risque. Ce portefeuille comprendra des expositions aux prêts et aux garanties alignées

sur les priorités stratégiques communes de la Banque africaine de développement et de la DBSA, notamment en matière de financement climatique, d'infrastructures et d'intermédiation financière. La composition reflète un pool d'actifs plus granulaire et bien diversifié pour attirer un large éventail d'investisseurs. La plateforme proposée vise à transférer le risque de crédit de la tranche mezzanine aux investisseurs du secteur privé, tout en conservant le risque de la tranche senior au sein des initiateurs afin de permettre à la Banque africaine de développement et à la DBSA de débloquer des capacités de prêt supplémentaires pour des projets de développement à fort impact et de fournir un allègement du capital réglementaire sur une base renouvelable. Présent lors de la signature, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a souligné que « le véhicule de titrisation multi-émetteurs que nous proposons et que nous sommes en train de concevoir — tout comme le réacheminement des DTS par le biais de capitaux hybrides et d'autres innovations que nous continuons d'explorer — illustre la manière dont la collaboration entre les banques multilatérales de développement et les investisseurs du secteur privé peut débloquer des flux de capitaux transformateurs afin de combler les déficits de financement de l'Afrique ». Pour Boitumelo Mosako, PDG de la DBSA, partenaire dès l'origine de cette proposition révolutionnaire, « il est

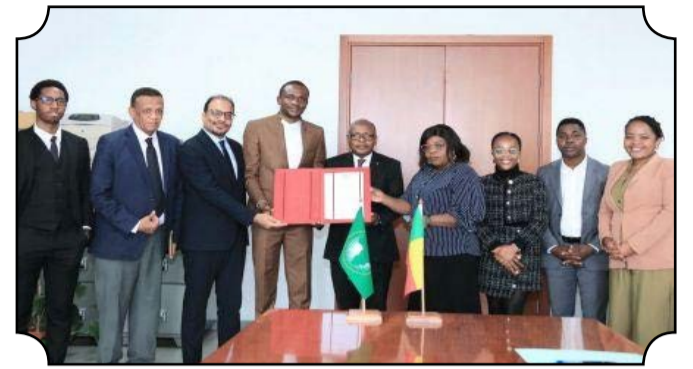
impératif que les institutions multilatérales de développement, les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels fonctionnent comme un système pour accroître les financements disponibles pour la croissance de l'Afrique ». « L'investissement initial de Room2Run a été une titrisation synthétique historique et Africa50 est fier d'avoir été un participant clé dans cette transaction », s'est félicité Alain Ebobissé, directeur général d'Africa 50. « Nous sommes ravis de poursuivre sur cette lancée. Cette initiative représente une opportunité cruciale de libérer des capitaux vitaux qui peuvent être stratégiquement déployés pour aider à combler le déficit d'infrastructures en Afrique. Ensemble, nous pouvons conduire un changement significatif et libérer le potentiel du continent pour une croissance durable. » L'Africa Investment Forum est une plateforme multipartite et multidisciplinaire qui fait progresser les projets jusqu'à leur bancabilité, lève des capitaux et accélère les transactions jusqu'à leur clôture financière. Sa vision est de canaliser les capitaux vers les secteurs critiques pour atteindre les Objectifs de développement durable, les High 5 de la Banque africaine de développement et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Cybersécurité

Le Bénin ratifie la Convention de Malabo

En janvier dernier, les parlementaires béninois ont voté une loi autorisant la ratification de la Convention de Malabo sur la cybersécurité et la protection des données. Les autorités béninoises ont décidé de finaliser le processus.

Le ministère béninois du Numérique et de la Digitalisation a annoncé, mardi 26 novembre, la ratification de la Convention de Malabo sur la cybersécurité et la protection des données personnelles. Lors d'une cérémonie officielle à Addis-Abeba, Hervé Djokpe, l'ambassadeur béninois à la mission permanente du Bénin en Ethiopie, a déposé les instruments de ratification. Cette démarche vise à renforcer la sécurité du cyberspace national et à instaurer un cadre institutionnel solide pour assurer la protection des données personnelles. En adhérant à cette convention, le Bénin souhaite se doter des outils juridiques et opérationnels indispensables pour relever les défis croissants liés à la cybersécurité dans un contexte mondial en pleine transformation numérique. « Le Bénin marque ainsi son entrée parmi les Etats africains membres de cette convention qui constitue l'instrument africain de référence pour l'élaboration, d'une part, de la loi nationale relative à la cybersécurité, la



lutte contre la cybercriminalité et la protection des données à caractère personnel et, d'autre part, l'élaboration de la politique nationale et de la stratégie nationale de lutte contre la cybercriminalité », peut-on lire dans un communiqué du ministère. La ratification de la Convention de Malabo fait suite à l'autorisation du Parlement béninois, accordée en janvier dernier, pour valider cet engagement. Ce pas décisif s'inscrit dans la lutte continue du Bénin contre la cybercriminalité, renforçant les outils disponibles pour sécuriser son cyberspace. Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Bénin se classe en 2024 dans la catégorie Tier 2 avec un score de

91,54 sur 100. Ce classement témoigne des efforts significatifs déployés pour améliorer la cybersécurité nationale. Le pays bénéficie également d'une stratégie nationale de cybersécurité et d'une équipe de réponse aux incidents de sécurité informatique (bjC-SIRT), opérationnel depuis 2017, jouant un rôle clé dans la détection et la gestion des cybermenaces. Par ailleurs, avec la ratification de cette convention, le Bénin rejoint l'Angola, le Togo, le Sénégal, le Rwanda, la Namibie, le Niger, Maurice, le Mozambique, le Ghana, la Zambie, la République démocratique du Congo, le Cap-Vert, la Guinée, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie.

Avec Agence Ecofin

Nigeria

La section ferroviaire Port Harcourt-Aba rénovée

La section ferroviaire rénovée fait partie de l'axe prévu pour relier le centre pétrolier de Port Harcourt à Maiduguri. Cet axe intègre le plan de report modal du gouvernement nigérian qui veut envoyer le trafic de passagers, le fret de pétrole et autres marchandises vers les rails.



La Nigerian Railway Corporation (NRC) a réceptionné une section ferroviaire reliant Port Harcourt à Aba sur 62 km, rénovée par la China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC). Ce tronçon, qui comprend des ponts et ponceaux ferroviaires ainsi que des passages à niveau, fait partie d'un projet à près de 3 milliards USD qui doit relier sur 1443 km le centre pétrolier de Port Harcourt dans le Sud-Est du pays, à Maiduguri dans l'État de Borno au Nord-Est. L'axe

Port Harcourt-Maiduguri est lui-même une composante du vaste programme qu'exécute le Nigeria pour révolutionner le transport ferroviaire national, en opérant notamment un report modal depuis le réseau routier, afin de désengorger la chaîne logistique. Les voies ferrées en construction ou en projet devraient interconnecter les ports et les pôles agricoles, pétroliers et miniers du pays. Elles sont aussi prévues pour rallier des pays voisins dont le Niger, un Etat enclavé dont le Nigeria cherche à devenir

le principal relais logistique, rôle historiquement tenu par le Bénin. Actuellement, le réseau routier concentre la majeure partie des services de transport dans ce pays de plus de 200 millions d'habitants, ce qui traduit un niveau de sollicitation élevé. Le réseau ferroviaire, de faible densité et en désuétude, a également été délaissé un temps à cause du risque élevé d'attaques terroristes devenues fréquentes entre 2022 et 2023.

Avec Agence Ecofin

lundi 9 décembre 2024

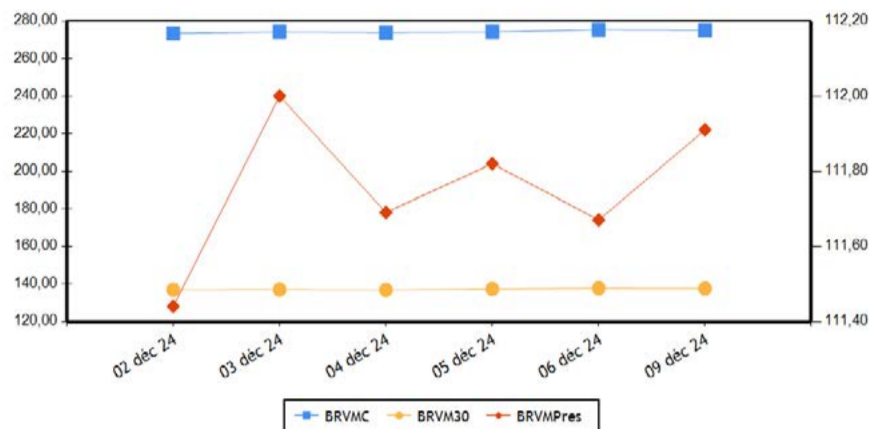
N° 234

BRVM COMPOSITE	275,13
Variation Jour	-0,10 % ↓
Variation annuelle	28,48 % ↑

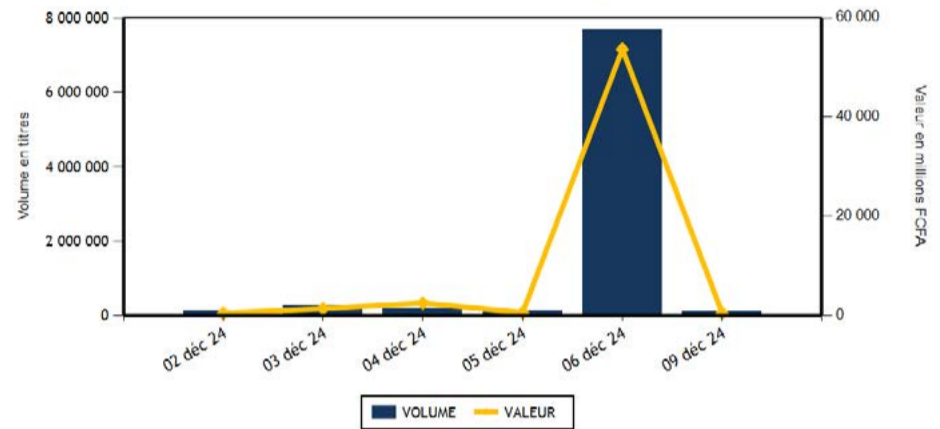
BRVM 30	137,53
Variation Jour	-0,12 % ↓
Variation annuelle	27,52 % ↑

BRVM PRESTIGE	111,91
Variation Jour	0,21 % ↑
Variation annuelle	10,29 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 949 829 737 827	-0,10 %
Volume échangé (Actions & Droits)	106 333	-48,65 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	445 993 715	-13,93 %
Nombre de titres transigés	43	-2,27 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	14	7,69 %
Nombre de titres inchangés	13	-27,78 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 350	4,44 %	-6,00 %
SAFCA CI (SAFC)	730	4,29 %	-43,63 %
CIE CI (CIEC)	2 230	3,96 %	31,18 %
SODE CI (SDCC)	5 810	3,75 %	21,80 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 000	3,09 %	-57,02 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,91	0,21 %	10,29 %	20 869	141 628 950	8,61
BRVM-PRINCIPAL	36	138,97	-0,31 %	33,68 %	85 464	304 364 765	13,57

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	125,94	-0,02 %	24,66 %	11 468	44 420 190	18,78
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	760,90	-0,11 %	43,17 %	21 956	205 461 400	10,44
BRVM - FINANCES	15	99,76	-0,15 %	15,44 %	50 752	141 921 945	6,29
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	0,00 %	3,61 %	3 131	4 383 520	4,45
BRVM - AGRICULTURE	5	195,10	0,08 %	20,76 %	8 463	28 721 315	38,90
BRVM - DISTRIBUTION	7	330,41	0,20 %	0,67 %	10 563	21 085 345	43,53
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	660,13	0,00 %	-40,56 %	0	0	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,23
Taux de rendement moyen du marché	8,92
Taux de rentabilité moyen du marché	10,18
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	493 283,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 775 461 962,42

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	7,30
Ratio moyen de satisfaction	5,16
Ratio moyen de tendance	70,73
Ratio moyen de couverture	141,38
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,16
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



1.700 milliards d'euros

Le trésor du fonds souverain norvégien déborde

Le plus gros fonds du monde a atteint le cap symbolique des 20.000 milliards de couronnes norvégiennes, soit 1.700 milliards d'euros. Sa valeur a doublé en cinq ans.

Le chiffre a de quoi donner sérieusement le tournis : 20.000 milliards de couronnes. Ce vendredi 6 décembre, vers 16 heures à Paris, un nouveau cap symbolique a été franchi par le fonds souverain de la Norvège. Sa valeur atteint désormais 1.700 milliards d'euros, une première dans l'Histoire. A titre de comparaison, la dette de l'Espagne s'est établie à 1.623 milliards d'euros en août. Recueillant les revenus pétroliers de l'Etat norvégien, le fonds est censé faire fructifier la richesse nationale. Objectif, financer les dépenses du généreux Etat-providence quand les gisements d'hydrocarbures du pays seront taris. Formellement créé en 1990, il avait été abondé pour la première fois en 1996, avec un modeste chèque de 1,981 milliard de couronnes. Sa valeur avait dépassé les 10.000 milliards de couronnes en 2019. Elle a désormais doublé en cinq ans. Aujourd'hui, elle équivaut à une somme de 3,6 millions de couronnes pour chacune des 5,6 millions de personnes, enfants inclus, qui vivent en Norvège.

Un fonds axé sur l'éthique

Le fonds est essentiellement



investi en actions. Elles représentent un peu plus de 70% des actifs. Avec des parts dans près de 8.800 entreprises à travers le monde, le fonds souverain norvégien apparaît comme le plus gros investisseur individuel de la planète, contrôlant à lui seul 1,5% de chaque entreprise cotée. Parmi eux figurent des géants du secteur de la tech, comme Apple, Microsoft ou Samsung, ou de l'agro-alimentaire tel que Nestlé. Il possède aussi un gros portefeuille d'obligations (27% de ses actifs), ainsi que des placements immobiliers et des parts dans des projets d'énergies renouvelables non cotés. Il est aussi connu pour sa gestion qui inclut un volet éthique et politique. Ainsi, en décembre, il s'est désengagé de deux groupes pour ces raisons, a indiqué mardi soir la Banque centrale du pays. D'une part, du groupe de télécoms israélien Bezeq, accusé de fournir ses services aux

colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, illégales au regard du droit international. En parallèle, le fonds s'est aussi retiré d'Evraz, sidérurgiste russe coté à Londres. Motif : fourniture d'acier à l'industrie de défense russe. Ce qui facilite « la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine », pointe le Conseil d'éthique. Ce n'est pas la première fois que le fonds souverain de Norvège se désengage d'entreprises. Depuis 2004, il est soumis à de très strictes - et nombreuses - règles d'éthique. Celles-ci lui interdisent notamment certains investissements et l'obligent à la transparence pour ceux réalisés. Ainsi, depuis cette date, il s'est désengagé de nombreuses entreprises impliquées dans la fabrication de mines anti-personnel, de tabac, mais aussi d'armes nucléaires. Notamment du géant français Safran en 2006.

(Avec AFP)

UE-Mercosur

Viande, textile, chimie... ce que va changer l'accord

Le Mercosur et l'Union européenne ont conclu « les négociations en vue d'un accord » de libre-échange, ce vendredi, au grand dam de la France qui s'y oppose. La Tribune fait le point sur les implications pour les secteurs concernés.

Nouvelle étape vers la signature de l'accord UE-Mercosur. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé ce vendredi que « les négociations en vue d'un accord » de libre-échange avaient été conclues entre les deux parties. Mais concrètement, qu'est-ce que cela va changer pour les différents secteurs ? En 2021, la Commission européenne avait publié la version finale de l'évaluation d'impact sur le développement durable concernant les incidences économiques, sociales, environnementales et sur les droits de l'homme potentielles du volet commercial de l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur. Le rapport étudie les impacts de l'accord selon deux scénarios : l'un dit conservateur, l'autre ambitieux. Le scénario conservateur suppose l'élimination des droits de douane sur 90% des produits industriels et 80% sur les produits agricoles, tandis que dans le scénario ambitieux, le Mercosur élimine les droits de douane sur 100% des produits.

Viande bovine

Dans le secteur de la viande bovine, les importations de



l'UE en provenance du Mercosur augmenteront dans les deux scénarios (30% et 64%, respectivement), selon l'étude d'impact. La production de l'UE diminuera de 0,7% dans le scénario conservateur, et de 1,2 % dans le scénario ambitieux. Un point que dénoncent les agriculteurs européens, en particulier français, qui craignent la « concurrence déloyale » de producteurs étrangers, soumis à moins de frais et de contraintes. Réagissant à la conclusion des négociations annoncée ce vendredi, l'organisation européenne des syndicats agricoles majoritaires, le Copa-Cogeca, a d'ailleurs appelé « les États membres et le Parlement européen à se mobiliser contre cet accord », qui « exacerbera les pressions économiques auxquelles sont soumises de nombreuses exploitations ».

Lait

Tout comme la viande, les

exportations du Mercosur vers l'UE grimperont de 18% à 165 %, « mais à partir d'une base faible », nuance le rapport. Ce dernier précise, en outre, que les exportations laitières de l'UE vers le Mercosur augmentent, elles, de 91% à 121% en fonction des deux scénarios, « en raison d'une réduction des droits d'importation élevés dans le Mercosur ». Dans ce secteur, les exportations du Mercosur vers l'UE devraient augmenter de 32 à 36%, selon l'étude d'impact, tandis que les exportations de l'UE vers le Mercosur devraient augmenter de 311% à 424%. « Ceci est le résultat de la réduction des droits de douane très élevés dans le Mercosur sur les exportations de l'UE », souligne l'étude. Là encore, les effets sur la production et la consommation ainsi que sur les « effets sociaux associés à l'emploi » devraient être limités. S'agissant des produits pharmaceutiques et chimiques, l'accord devrait faire augmenter les exportations de l'UE vers le Mercosur de 47% et les importations de 13 % dans le scénario conservateur. La production européenne devrait ainsi augmenter de 0,2%.

(Avec latribune.fr)

Notre-Dame de Paris

Les métiers de l'artisanat au cœur de la réouverture de la cathédrale

Les yeux du monde sont rivés ce samedi sur la cathédrale Notre-Dame qui doit accueillir 14 à 15 millions de visiteurs par an. Le savoir-faire artisanal est mis à l'honneur mais la dynamique de la filière reste fragile.

Dévastée par un incendie en 2019, Notre-Dame de Paris, chef d'œuvre de l'art gothique, rouvre ses portes samedi 7 décembre. Un événement très attendu après plus de cinq années d'un chantier de restauration colossal, financé par 846 millions de dons privés du monde entier. Le chantier aura mobilisé 250 entreprises et coûté près de 700 millions d'euros. La blondeur de ses pierres nettoyées, les couleurs éclatantes des vitraux partiellement restaurés et celles des décors peints des chapelles sont sublimes par un nouvel éclairage modulable. Mille cinq cents nouvelles chaises en chêne clair sont destinées à accueillir les 14 à 15 millions de visiteurs attendus chaque année.



Il aura fait travailler 2.000 artisans des métiers d'art. Un secteur qui attire de nouvelles recrues, mais dont la dynamique reste précaire face notamment à la montée des défaillances d'entreprises individuelles.

Un « effet Notre-Dame »

Le nombre d'apprentis dans les métiers d'art du patri-

moine bâti, comme dans la charpenterie ou la maçonnerie du bâti ancien, a fortement crû entre 2018 et 2023 selon un baromètre publié mardi par l'Institut supérieur des métiers, qui y voit un possible « effet Notre-Dame ». Le nombre d'apprentis charpentiers a augmenté de 44% entre 2018 et 2023, et a presque doublé pour les maçons du bâti ancien ou les zingueurs. Les métiers

de niche comme les facteurs d'orgue et les vitraillistes ont également vu leurs effectifs, qui se comptent en dizaine d'apprentis par an, doubler, voire plus, en cinq ans.

Les aides à l'apprentissage

L'augmentation du nombre d'apprentis dans les filières d'artisanat d'art s'inscrit dans un phénomène plus large :

avec une réforme majeure en 2018 et l'introduction de subventions conséquentes au recrutement, le nombre d'apprentis toutes filières confondues a largement augmenté en France : de 317.000 en 2017 à 853.000 en 2023. Mais à cette tendance, l'Institut supérieur des métiers et l'assureur Maaf voient s'ajouter un effet Notre-Dame, dont la reconstruction entamée en 2019 a pu faire naître des vocations. « Notre-Dame a pu permettre de beaucoup parler de ces métiers de la création et des métiers d'art », a estimé auprès de l'AFP Catherine Elie, directrice de l'Institut supérieur des métiers, un centre de ressources et d'étude sur l'artisanat et les TPE créé par l'Etat. Le nombre d'apprentis couvreurs (+23% entre 2018 et 2023 pour les CAP),

ébénistes (+31%) ou tailleurs de pierre (+40%) a également fortement augmenté. Nombre d'artisans s'inquiètent du projet gouvernemental de réduire les subventions à l'embauche d'alternants, jugeant difficile de recruter sans ces aides et alors même que l'apprentissage est omniprésent dans l'artisanat. Début novembre, Joël Fourny, le président du réseau national des Chambres des métiers et de l'artisanat, estimait que le risque était « d'avoir des jeunes qui ne vont pas trouver d'emploi et qu'il faudra traiter sur le volet social, ce qui va également coûter de l'argent au lieu d'en économiser en baissant les aides ».

(Avec AFP)

Alimentation

Hausse des prix mondiaux en novembre, tirée par l'huile végétale

Les prix des denrées alimentaires dans le monde sont repartis à la hausse en novembre, atteignant leur plus haut niveau depuis avril 2023, augmentant de 0,5 % par rapport à octobre, sous l'effet de la hausse des cours internationaux des huiles végétales, a indiqué vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 127,5 points en novembre, en hausse de 5,7 % par rapport à l'année précédente, tout en restant 20,4 % en dessous de son pic de mars 2022. Les prix des huiles végétales ont ainsi augmenté de 7,5 % en novembre par rapport à octobre, marquant sa deuxième forte augmentation en deux mois et 32 % de plus que son niveau d'il y a un an. Les prix de l'huile de soja ont augmenté en raison de la demande mondiale d'importations, tandis que les cotations de l'huile de colza et de tournesol ont augmenté en raison du resserrement des perspectives de l'offre mondiale sur leurs marchés respectifs. En outre, les prix des produits laitiers ont maintenu leur trajectoire ascendante en novembre, augmentant de 0,6 % par rapport à octobre, sous l'effet de la



reprise de la demande mondiale d'importations de lait entier en poudre. Les prix du beurre ont atteint un nouveau niveau record en raison de la forte demande et des stocks serrés en Europe occidentale, tandis que les prix du fromage ont augmenté en raison des disponibilités limitées à l'exportation.

Les céréales et le sucre ont affiché des baisses en novembre

En revanche, d'autres produits ont affiché des baisses en novembre. L'Indice FAO

des prix des céréales a chuté de 2,7 %, soit 8,0 % de moins que l'année précédente. Les prix mondiaux du blé ont baissé en raison de la faiblesse de la demande d'importations internationales et de l'augmentation des disponibilités due aux récoltes en cours dans l'hémisphère sud. L'indice FAO des prix de tous les types de riz a baissé de 4,0 % en novembre, sous l'effet d'une concurrence accrue sur le marché, des pressions exercées par les récoltes et des fluctuations monétaires. Les prix mondiaux du maïs sont restés stables, la forte demande intérieure au Brésil

et la demande du Mexique pour les approvisionnements en provenance des États-Unis d'Amérique ayant été compensées par des conditions météorologiques favorables en Amérique du Sud, une demande réduite pour les approvisionnements ukrainiens et la pression saisonnière exercée par la récolte en cours aux États-Unis. L'Indice FAO des prix du sucre a baissé de 2,4 % par rapport à octobre. Les prix de la viande ont diminué de 0,8 % en novembre, principalement en raison de la baisse des cotations de la viande porcine dans l'Union euro-

péenne, reflétant l'abondance de l'offre et la faiblesse persistante de la demande mondiale et intérieure.

Baisse du ratio stocks/utilisation des céréales

Selon le nouveau rapport de la FAO sur l'offre et la demande de céréales, également publié vendredi, la production céréalière mondiale en 2024 devrait diminuer d'environ 0,6 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 2.841 millions de tonnes, soit une révision à la baisse par rapport à octobre. La production mondiale de blé en 2024 devrait être équivalente à celle de 2023, soit 789 millions de tonnes, tandis que la production de maïs devrait diminuer de 1,9 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 1.271 millions de tonnes, en raison de rendements inférieurs aux prévisions dans l'Union

européenne et aux États-Unis d'Amérique. Les prévisions pour la production mondiale de riz en 2024/25 indiquent une augmentation annuelle de 0,8 % pour atteindre le niveau record de 538,8 millions de tonnes. Par ailleurs, une révision significative d'octobre prévoit maintenant que les stocks mondiaux de céréales diminueront de 0,7 % par rapport à leurs niveaux d'ouverture, mais avec « un niveau d'approvisionnement confortable » à l'échelle mondiale. Le commerce international de céréales en 2024/25 est maintenant prévu à 484 millions de tonnes, soit une baisse de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Les volumes des échanges mondiaux de blé et de maïs devraient diminuer, tandis que les échanges de riz devraient augmenter.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Il y aura un écueil dans le climat astral qui va s'instaurer aujourd'hui. Il s'agira d'une tendance à croire que l'argent seul peut procurer le bonheur et qu'il suffit d'avoir de l'argent pour être heureux. Certes, l'argent peut donner un certain confort matériel et certaines facilités, mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont même allergiques à l'argent.

Taureau Journée tout indiquée pour mettre de l'ordre dans votre budget. Bon moment aussi pour avancer vers la solution d'un épineux problème financier. Mettez-vous en règle avec l'administration fiscale.

Gémeaux Si vous êtes très pressé de faire fortune, vous risquez d'être déçu ; vous risquez même d'avoir de sérieuses complications si vous utilisez des moyens pas très honorables : "Celui qui se hâte de s'enrichir ne sera pas innocent" (Livre des Proverbes). En revanche, vous serez en mesure d'effectuer des opérations profitables à long terme.

Cancer Une certaine chance pécuniaire vous sera acquise. Jouez au Loto, au casino et aux courses de chevaux. Faites vos jeux. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Lion A vous la belle vie ! Vous serez plus que jamais décidé à mener une existence aussi agréable que possible. L'amélioration de votre situation matérielle vous permettra de satisfaire certaines envies.

Vierge Dans le domaine matériel, vous pourrez effectuer des transactions très profitables, tout spécialement l'achat ou la vente de biens immobiliers. Mais attention aux risques excessifs et aux opérations mal préparées.

Balance Réfléchissez bien avant de vous lancer dans des investissements importants et de prendre des engagements commerciaux que vous n'êtes pas absolument sûr de pouvoir honorer. Méfiez-vous plus que jamais des propositions alléchantes qu'on pourrait vous faire. Accordez une attention spéciale aux opérations embrouillées, en particulier celles qui se rapportent à une succession, une liquidation ou une faillite.

Scorpion Evitez toute opération financière compliquée aujourd'hui. Même si la chance vous sourit à certaines occasions, contentez-vous de vos rentrées habituelles, qui seront suffisantes, et ne prenez pas de risque dans des spéculations douteuses.

Sagittaire Côté finances, vous serez particulièrement bien inspiré. Vous pourrez à la fois rentabiliser des placements à court terme et effectuer de bons investissements à long terme.

Capricorne Les dernières nouvelles sont bonnes ? Il est probable que la réponse soit affirmative, ce qui autorisera un optimisme raisonnable, mais ne permettra pas de s'engager dans des investissements exagérés.

Verseau Vous ne pouvez pas espérer de cet aspect de Saturne une amélioration spectaculaire et rapide de votre situation matérielle. Il serait donc inutile de croire au père Noël, par exemple en tentant votre chance aux jeux de hasard. En revanche, c'est un aspect bénéfique qui vous protégera contre les risques d'effondrement de votre patrimoine, par exemple, contre la destruction de votre maison par le feu ou par l'eau.

Poisson "La pauvreté arrive comme un voyageur, et l'indigence comme un homme armé". Cet avertissement du Livre des Proverbes devra vous faire réfléchir aujourd'hui. De sérieuses difficultés financières pourront s'abattre sur vous. Ce ne sera certainement pas le moment de faire montre de prodigalité, de s'offrir une folie quelconque. Il faudra absolument serrer votre ceinture et réduire vos dépenses au strict minimum.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- 
» Couverture médiatique
- 
» Insertion publicitaire
- 
» Publi-reportage ...

*Accédez à notre **Site Web** et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!*

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Gestion durable des océans

Renforcement des droits des communautés côtières

Le centre pour la justice environnementale Togo (CJE-TOGO), en partenariat avec la Health of Mother Earth Foundation (HOMEF), a organisé, le vendredi 6 décembre 2024 à Lomé, un atelier de renforcement des capacités axé sur les liens entre les océans et les droits humains.

Hélène Martelot

Cet événement a réuni des pêcheurs, des transformateurs de poisson, des syndicats, des représentants d'agences étatiques et des juristes. Il visait à sensibiliser et à outiller les communautés côtières, notamment les pêcheurs et travailleurs maritimes, pour mieux comprendre et défendre leurs droits face aux défis croissants liés à la dégradation des écosystèmes marins.

Les défis environnementaux et humains

Selon Kpondzo Kwami, Directeur exécutif de CJE-TOGO, les océans et les cours d'eau jouent un rôle vital dans la survie des communautés côtières. Cependant, ils subissent une forte pression en raison de la pollution, de l'exploitation pétrolière et gazière, et de la pêche illégale. "Ces réalités affectent directement les moyens de subsistance des populations et constituent une violation de leurs droits. Nous vou-



lons que ces communautés deviennent des actrices du changement, capables d'identifier les problèmes, de plaider efficacement et d'agir pour protéger leurs écosystèmes", a-t-il déclaré.

Des outils pour agir

L'atelier s'est appuyé sur la Boîte à outils pour les défenseurs des océans et des droits de l'homme, un document spécialement conçu pour aider les communautés à surveiller leurs environnements aquatiques, à organiser leurs revendications et à élaborer des stratégies concrètes. Les échanges ont également permis de clarifier les cadres légaux et de définir des approches pour renforcer la résilience des communautés face à la pollution et aux impacts du changement climatique.

Renforcer les capacités pour un avenir durable

Stephane Oudouware, coordinateur des activités de HOMEF, a souligné l'importance de cet atelier dans la mobilisation des communautés. "Notre rôle est de renforcer leurs capacités, de revoir avec elles les stratégies pour les protéger contre les pollutions des océans. Cet atelier marque une étape cruciale dans la quête de justice environnementale et de gestion durable des océans au Togo", a-t-il affirmé. Cet atelier constitue une avancée significative dans l'autonomisation des communautés côtières togolaises, les engageant à devenir des défenseurs actifs de leur environnement marin pour garantir un développement durable.

Sotouboua / Agroécologique

Le REJEPPAT centrale promeut ses produits et services

Le Réseau des jeunes producteurs professionnels agricoles du Togo (REJEPPAT), section de la région Centrale et ses partenaires ont organisé une journée portes ouvertes sur les produits agroécologiques, le samedi 7 décembre à Tchébébé, dans la commune de Sotouboua 3.

L'évènement a reçu l'appui d'Agriculteurs français et développement international (AFDI) Lorraine et du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI). La journée portes ouvertes a pour thème, "La production agroécologique : Voies pour la résilience des petits producteurs et la durabilité des systèmes alimentaires". L'objectif est de promouvoir une alimentation de qualité aux consommateurs. Il s'est agi de sensibiliser sur la nécessité d'arrêter l'utilisation des intrants chimiques de synthèse et d'opter pour les produits agroécologiques. L'activité a également servi de cadre pour attirer l'attention sur les dangers des produits de synthèse et communiquer sur l'initiative du marché des produits agroécologiques. La manifestation a permis aux participants de suivre des présentations sur la promotion du consommateur local, les enjeux et les défis de l'heure, ainsi que sur les innovations en agriculture



durable et écologique. Elle a également donné lieu à des échanges avec les maraîchers sur les opportunités d'accompagnement. Le maire de Sotouboua 3, Lonmou Komlanvi a souligné que l'agriculture est le pilier de l'économie nationale mais elle fait face aux défis de changement climatique. Raison pour laquelle, il a salué cette initiative des jeunes qui promeut le développement de l'agriculture avec des moyens naturels et à haut rendement. Le coordinateur d'AFDI Lorraine, François Marc a fait savoir que son institution accompagne REJEPPAT depuis sept ans pour former des jeunes à des pratiques vertueuses et durables en agriculture. Il

a indiqué que le défi à relever est de faire certifier les produits cultivés dans les fermes écoles de REJEPPAT. La présidente de REJEPPAT Centrale, Mme Oudéi Djariétou a indiqué que REJEPPAT est créé pour permettre aux jeunes de 18 à 40 ans d'avoir un cadre pour échanger sur l'agriculture. Pour faire face au coût élevé des engrais organiques, dit-elle, le réseau a décidé de créer des fermes écoles dans les préfectures de la région et compte à ce jour douze fermes écoles qui forment les jeunes en agroécologie. La journée a pris fin par la visite des stands d'exposition et l'achat des produits.

Avec ATOP/BTP/MEK/KYA

Liverpool

Mohamed Salah a enfin choisi son futur club

La vedette égyptienne des Reds a choisi son club pour la saison prochaine. Et il risque d'y avoir des déçus...

Mohamed Salah est-il le meilleur joueur du monde actuellement ? C'est un débat qui revient souvent sur les réseaux sociaux ces dernières semaines. Et au vu des prestations du joueur avec Liverpool, c'est un débat qui est plutôt légitime. Avec 14 buts et 12 passes décisives en 19 rencontres toutes compétitions confondues avec les Reds, l'attaquant de 32 ans est sur un petit nuage et régale match après match. Seulement, son avenir du côté de la Mersey est plutôt incertain. « Nous sommes presque en décembre et je n'ai pas encore reçu d'offres pour rester au club. Je suis probablement plus parti que resté. Vous savez que je



suis dans le club depuis de nombreuses années. Il n'y a pas de club comme celui-ci. Mais au final, ce n'est pas entre mes mains. Comme je l'ai déjà dit, nous sommes en décembre et je n'ai encore rien reçu concernant mon avenir », confiait-il fin novembre, lançant un feuilletton qui passionne les médias anglais.

Salah a tranché

Il a depuis été question d'intérêts prononcés de clubs saoudiens, du Paris Saint-Germain ou encore du FC Barcelone. « J'aime (Mohamed) Salah, aussi parce qu'il vient de notre partie du monde. Je suis très fier de lui, honnêtement, pour ce qu'il a fait en Premier League avec Liverpool. Et j'ai un grand respect pour lui et pour Liverpool. Nous ne lui avons donc jamais parlé. Respectez Liverpool et respectez le joueur - il a un contrat avec Liverpool et nous ne lui avons jamais parlé », expliquait tout de même Nasser Al-Khelaïfi plus tôt cette semaine, tentant de calmer le jeu. Et voici que

selon The Mirror, Salah a fait son choix... Le média indique ainsi qu'il va rester à Liverpool, et que les deux parties sont proches de trouver un accord autour d'un nouveau contrat de deux

ans. Les divergences résidaient surtout sur la durée du contrat : les Reds proposaient une année supplémentaire, alors que le clan Salah en voulait trois. Un juste milieu a donc été trouvé, alors que

le volet financier n'a jamais été important dans ce dossier, selon le média. Mohamed Salah devrait donc continuer de régaler Anfield jusqu'en 2027...

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

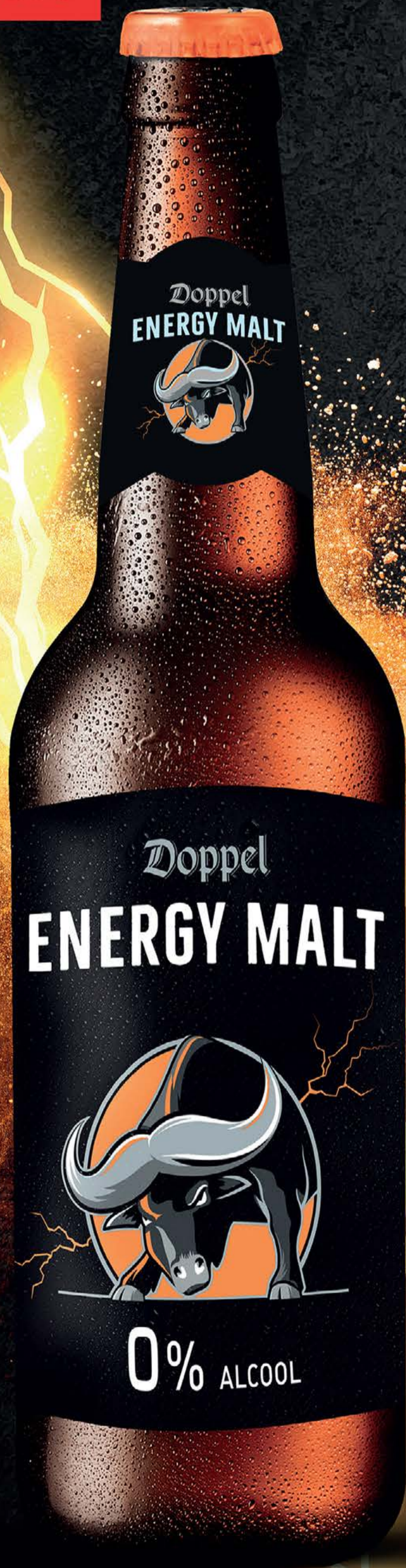
Le Togo en chiffres

Table with 4 columns: Country, Value, Country, Value. It compares export and import values for Senegal, Nigeria, and the USA with Togo's figures for 2020 and 2022. It also lists various export and import products with their values in USD.

NOUVEAU

Doppel

ENERGY MALT



0% ALCOOL
100% ENDURANCE

500
FCFA*

BOUTEILLE

33_{CL}

BOISSON INTERDITE AUX MINEURS

*Prix de vente conseillé



BB LOMÉ S.A.
LE LABEL QUALITÉ
www.bbome.com

